



La recherche publique est sinistrée !

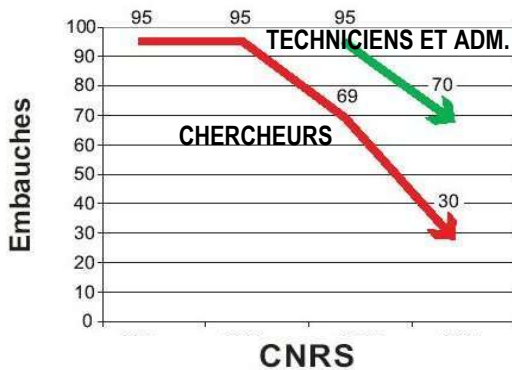
Pourtant ...

Notre Métier c'est Votre Avenir

Sans recherche fondamentale, pas d'innovation demain !

Ce n'est pas en cherchant à améliorer les bougies que l'électricité a été découverte

SITUATION ACTUELLE
CATASTROPHIQUE
INSERM



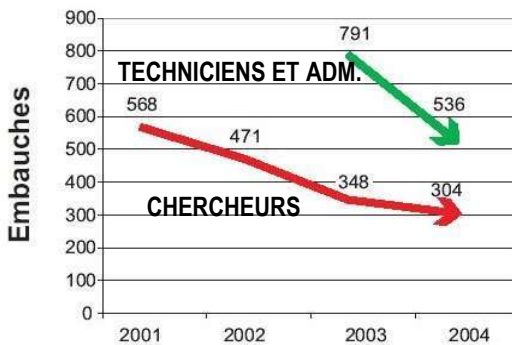
Quelques applications imprévisibles basées sur la recherche fondamentale d'hier :

Il y a 40 ans, un botaniste découvre un composé anticancéreux dans l'If. Il ya 15 ans, des chercheurs français parviennent à produire chimiquement un composé apparenté. Aujourd'hui le Taxotère a été utilisé sur 100.000 patients dans plus de 90 pays pour traiter les cancers du sein et du poumon.

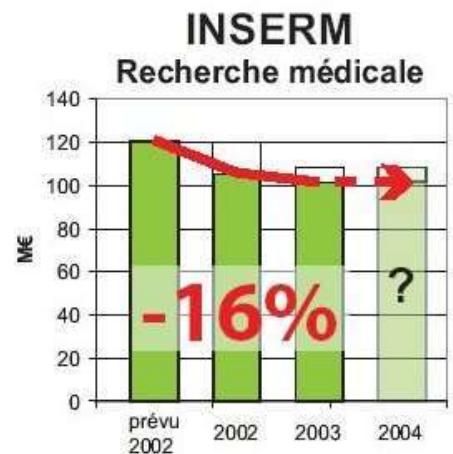
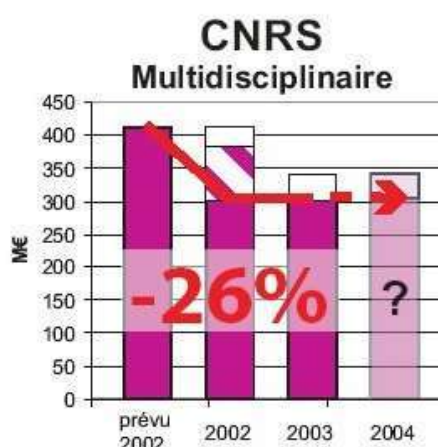
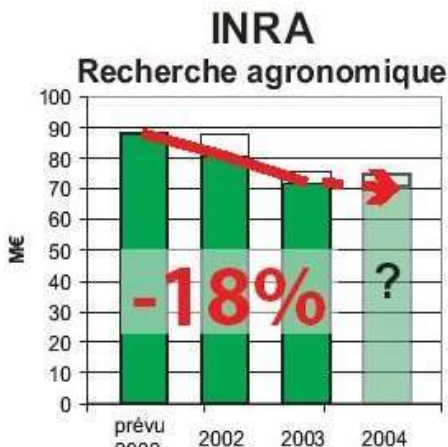
Il était une fois une étude théorique qui prédit l'émission stimulée de radiation électromagnétique (Einstein 1917). Elle donna lieu à l'invention du LASER par Mainan en 1960. Aujourd'hui les lecteurs CD et DVD mettent ce principe en application.

Il était une fois des chercheurs occupés à compter des particules élémentaires, tâche fastidieuse qui donna naissance aux ordinateurs.

Il y a presque 50 ans, la résonance magnétique nucléaire fut découverte. Aujourd'hui plus de 60 millions d'IRM sont réalisées chaque année.



CREDITS EN REGRESSION



le collectif régional « SAUVONS LA RECHERCHE »

ne pas jeter sur la voie publique

<http://recherche-en-danger.apinc.org>

<https://serv1.obs-besancon.fr/wws/info/comite-slr-besancon>

slr@obs-besancon.fr

Bref historique de la mobilisation :

Une pétition a été lancée au début du mois de janvier pour alerter l'opinion publique sur les problèmes de la recherche et pouvoir négocier avec le gouvernement le gel des crédits et les 550 annulations de postes. Afin de rétablir un climat de confiance, le préalable à toute discussion avec le gouvernement comportait :

- le dégel des crédits gelés en 2002 et 2003
- la restitution des 550 postes de chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs
- la mise en place d'états généraux de la recherche.

La réponse du gouvernement a été :

- le dégel de 2/3 des crédits
- la mise au concours de 120 postes
- la programmation d'assises de la recherche organisées par les ministères concernés.

Les démissions sont alors devenues effectives : 1331 directeurs de laboratoires au niveau national ; une dizaine à Besançon sur 40 laboratoires, parmi lesquels, 5 des 9 directeurs de laboratoires associés au CNRS ou à l'INRA, mais aussi 320 signataires de la pétition. **En Franche-Comté, un comité local a été créé.**

Le gouvernement a ensuite répondu par le mépris : « pas de marchandage à la petite semaine », puis par une tentative politicienne d'assimilation du mouvement à une opposition d'un groupe de gauche à un gouvernement de droite. Le malaise, est bien plus profond et bien plus ancien, même s'ils s'est considérablement amplifié ces deux dernières années, avec le double langage consistant à parler de la recherche comme d'une priorité alors qu'on l'ampute d'une partie importante de ses postes et de ses crédits. Ce n'est pas non plus l'immobilisme des fonctionnaires qui bloquent toute possibilité de réforme comme on l'entend trop souvent puisque nous sommes les premiers à réclamer des états généraux de la recherche, à la condition toutefois qu'ils ne soient pas organisés « d'en haut ».

C'est la position de la recherche qui est en cause, et avec elle la situation de ses acteurs qu'ils soient chercheurs, techniciens, administratifs, ingénieurs, ou plus encore doctorants et post-doctorants. La politique mise en oeuvre ne se soucie que des recherches à finalités immédiates et menacent directement les sciences humaines et plus généralement ce qui est théorique ou fondamental. Pourtant, ce sont les recherches fondamentales d'aujourd'hui qui donneront les applications de demain. Il s'agit donc d'une politique à court terme, **suicidaire pour l'avenir proche et donc indigne d'un pays comme la France!**

De même, les projets de réformes annoncés, que ce soit pour le CNRS, les autres organismes de recherche, les universités, etc. flirtent tous avec le modèle anglo-saxon. Mais les chercheurs américains, s'ils n'ont pas un statut leur garantissant un emploi stable, ont un avantage important par rapport à nous : est-on prêt à augmenter les salaires de 50 à 100% pour restaurer la compétitivité des emplois de la recherche en France par rapport aux carrières dans les autres pays ? Peut-on disposer des ressources budgétaires équivalentes, en pourcentage du PIB, à celles consacrées à la recherche aux États-Unis ? Effectivement, il y a 2 modèles pour la recherche : soit un statut garantissant une certaine tranquillité d'esprit pour pouvoir entreprendre des projets de longue haleine ; soit une recherche basée sur des contrats avec des salaires importants. **Mais en aucun cas, l'association précarité + bas salaires ne peut engendrer une recherche de qualité.**

Le 9 mars 2004 à Paris, Axel Kahn, que l'on ne peut guère taxer d'extrémisme, a très justement souligné que l'enjeu des luttes menées à travers l'action du collectif ``Sauvons La Recherche'', était historique : c'est d'essayer de conserver sur cette planète au moins une autre façon de faire de la recherche scientifique à côté du modèle dominant anglo-saxon. C'est, dans le domaine scientifique, **le refus d'une « pensée unique »**, qui ne peut être que nuisible à la créativité de l'humanité dans son ensemble.

Extraits du commentaire de M. Alain Trautmann en réponse à la lettre de M. J. Chirac :

Le 17 mars 2004, le Président de la République a adressé une lettre au collectif "Sauvons la Recherche". Cette lettre ne comporte aucune réponse à la demande urgente qui lui était faite de faire un geste envers les jeunes, en rétablissant les emplois de chercheurs et d'ingénieurs qui avaient été supprimés dans la recherche. Lorsqu'il était candidat à la présidentielle, en 2002, Jacques Chirac avait déclaré : "Il est grand temps de mettre fin au sort lamentable fait à nos jeunes docteurs". Maintenant qu'il a la possibilité et le devoir d'agir, il préfère se réfugier derrière d'autres promesses.

Les jeunes lui demandaient : redonnez-nous confiance. D'autres voix lui disaient : il faut coûte que coûte réduire les effectifs de la Fonction Publique, et se concentrer sur les activités rentables à court terme. Jacques Chirac a préféré ignorer les premiers et écouter les seconds. C'est une véritable capitulation, contraire aux intérêts de la France.

Nous allons faire savoir, en France et à travers le monde, en particulier en Europe, que tous les acteurs de la recherche se battent pour améliorer le système de recherche en France, pour que les jeunes puissent y trouver la possibilité de travailler, d'inventer, dans des conditions dignes. Nous ferons savoir que ni le gouvernement ni le Président de la République n'ont hélas su prendre la mesure de l'importance de ces enjeux.

Aujourd'hui, vendredi 19 mars, est une journée de soutien à la Recherche pour dire non à la politique de capitulation du gouvernement devant les efforts à faire pour la recherche. Nous annonçons que cette journée sera suivie d'autres temps forts dans les semaines qui viennent.